

TUTO

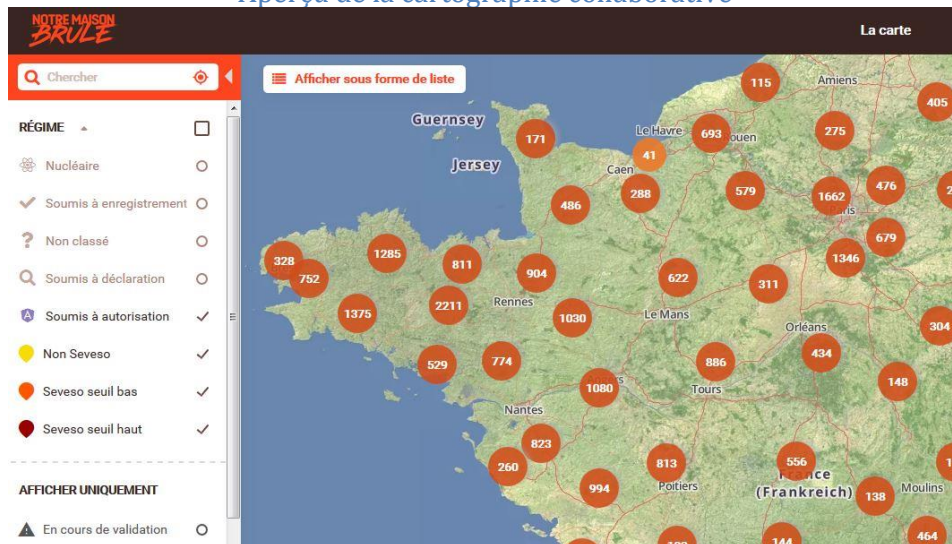
Utilisation de la cartographie collaborative

Petite introduction :

- La cartographie "Notre maison brûle" <https://dangersindustriels.gogocarto.fr> sert à identifier si près de chez nous se trouve l'un des 41 000 sites industriels soumis à enregistrement ou à déclaration. Il peut s'agir d'un site SEVESO ou nucléaire. Sur la fiche d'information, le lien vers www.georisques.gouv.fr permet de consulter les documents d'information publics tels que les arrêtés préfectoraux ou les potentielles mises en demeure de conformité : cela nous permet de savoir si le site industriel représente une menace.

D'autre part, l'objectif de la cartographie est d'être complétée par les groupes locaux pour répertorier les autres Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) situées aux alentours, et qui ne font l'objet d'aucun contrôle, comme l'entrepôt Normandie Logistique dont l'incendie initial aurait généré un effet domino et produit l'accident de l'usine Lubrizol à Rouen le 26 septembre 2019.

Aperçu de la cartographie collaborative



LES ADRESSES DE LA PLATEFORME

 www.notremaisonbrule.net
 dangersindustriels.gogocarto.fr
 [@NotrMaisonBrule](https://twitter.com/NotrMaisonBrule)  t.me/notremaisonbrule
 facebook.com/Notre-Maison-Brûle-109316567577483
 [@notremaisonbrule](https://www.instagram.com/notremaisonbrule)

Comment on a pensé la plateforme :

La plateforme est un outil qui met à disposition des informations et met en lien les personnes sur les territoires afin que les groupes locaux mènent leurs actions en autonomie, tout en leur permettant de partager leurs connaissances.

Par où commencer ?

➔ Adresse de la cartographie collaborative = <https://dangersindustriels.gogocarto.fr/>

! A ne pas confondre avec le site internet « Notre maison brûle – plateforme d'autodéfense populaire contre les dangers industriels » : <http://www.notremaisonbrule.net/>

Page d'accueil :

Option 1) Inscrire dans la barre d'adresse grise le nom d'une entreprise ou d'un site industriel.

Par exemple : « BRANNTAG »

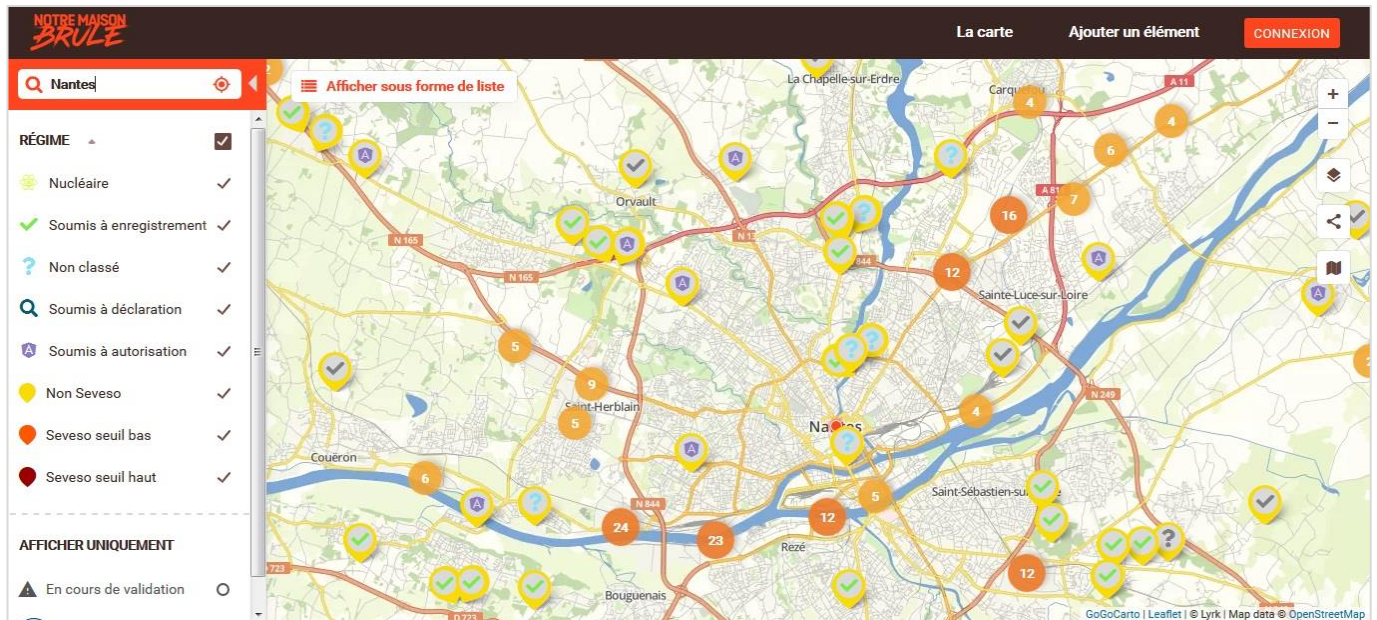
Par exemple, lorsque je tape « BRANNTAG », le menu déroulant me propose 3 éléments différents, et je choisis celui de la ville de St Herblain (code postal 44800).

➔ La carte s'affiche avec la géolocalisation de ce site industriel.

Option 2) Inscrire dans la barre de recherche le nom d'une ville (lieu géographique), et sélectionner en dessous un type de « régime en vigueur » que l'on souhaite afficher sur la carte, puis cliquer sur Rechercher

Par exemple : « NANTES » + cocher « soumis à déclaration », ou « soumis à autorisation », ou encore « Seveso seuil haut » ou « bas », etc.

Page principale :



La page principale du site s'affiche, elle comporte plusieurs menus :

Menu de gauche :

RÉGIME	
Nucéaire	✓
Soumis à enregistrement	✓
Non classé	✓
Soumis à déclaration	✓
Soumis à autorisation	✓
Non Seveso	✓
Seveso seuil bas	✓
Seveso seuil haut	✓

Les différents « régimes » de sites industriels classés du moins surveillés au plus dangereux :

- **Soumis à déclaration (459 000 sites)** : non indiqués sur la carte car jamais inspectés sauf en cas d'accident ou de demande des élu.e.s ou des habitant.e.s.
- **Soumis à enregistrement (16 000 sites)** : déclaration des volumes de produits stockés et inspectés tous les 7 ans.
- **Les sites soumis à autorisation comprennent (25 000 sites)** :
 - **Non Seveso** : inspectés tous les 3 à 7 ans, 23 500 sites concernés.
 - **Seveso seuil bas** : inspectés tous les 3 ans, 750 sites.
 - **Seveso seuil haut** : inspectés tous les ans, 750 sites.

Menu de droite (s'affiche en cliquant sur l'icône d'un site industriel) :

BRENNTAG	~ 8 km
Régime légal du site	
Soumis à autorisation	←
Seveso seuil haut	
INFORMATIONS	
BRENNTAG	
Département 44	
Industries	←
Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques	
https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/details/0063.01640	←
ST HERBLAIN - 44800	
Enregistrer Partager L'URL Itinéraire	
Proposer Des Modifications Signaler Une Erreur	

Fiche d'information du site industriel :

- **Régime de l'établissement** : c'est-à-dire s'il fait partie des sites inspectés tous les ans, 3 ans, 7 ans, ou jamais...
- **Type d'installation** : par exemple de type « industrie », et qui peut comporter plus de précisions comme « Fabrication de gaz industriels », « Entreposage et stockage », etc.
- **Adresse internet de la fiche « Géorisque »** : copier-coller l'adresse dans le navigateur pour accéder à « [georisques.gouv.fr](https://www.georisques.gouv.fr) » qui permet de consulter la situation administrative et les textes publics.
- Pour mettre dans les favoris : cliquer sur « enregistrer », et retrouver en bas du menu de gauche.
- Partager l'URL pour communiquer plus facilement.

La base de données nationale Géorisques :

Après avoir copié-collé le lien dans le navigateur, la page « Georisques » de l'établissement s'affiche :

The screenshot shows the Géorisques website interface. At the top, there is a navigation bar with links: Accueil, Mes risques, S'informer, Données, Aide, and a search icon. Logos for 'GÉORISQUES', 'brgm', and the French flag are also present. Below the navigation bar, a breadcrumb trail reads: Accueil > S'informer > Installations classées > Accès aux données. The main heading is 'Base des installations classées'. Below this, a white box contains the following information: 'FICHE DESCRIPTIVE DE L'ETABLISSEMENT (1)', the name 'BRENNTAG', the SIRET number '70980178100291', and the section 'Localisation'.

La page spécifique à l'établissement s'affiche, elle comporte plusieurs rubriques :

- NOM
- Numéro de Siret
- Localisation
- Activités (comprenant la dernière date d'inspection)
- Informations complémentaires (IED – MTD : voir lien Directive sur les émissions Industrielles ([IED](#)))
- **Situation administrative**
- **Textes publics disponibles**

Situation administrative							
Rubrique IC	Alinéa	Date autorisation	Etat d'activité	Régime autorisé (3)	Activité	Volume	Unité
47xx					Substances et mélanges dangereux		
1111	1c	22/11/1998	A l'arrêt		Très toxiques (emploi ou stockage)	0.500	t
1131	1b	22/11/1998	A l'arrêt	Autorisation	Toxiques (emploi ou stockage)	52.000	t
1131	2b	22/11/1998	A l'arrêt	Autorisation	Toxiques (emploi ou stockage)	90.000	t
1172	1	22/11/1998	A l'arrêt		DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT - A - TRES TOXIQUES (EMPLOI et STOCKAGE)	220.000	t

Rubrique IC : il s'agit d'une nomenclature qui soumet les établissements industriels à un régime de classement adapté à l'importance des risques ou aux inconvénients qu'ils peuvent engendrer.

Chaque rubrique de la nomenclature est identifiée par un numéro à 4 chiffres :

- les rubriques dont le numéro commence par **1xxx** caractérisent les **substances utilisées dans l'installation** (par exemple : 15xx : produits combustibles, 14xx : produits inflammables, 17xx substances radioactives, ...);
- les rubriques dont le numéro commence par **2xxx** caractérisent **l'activité de l'installation** (par exemple : 21xx : activités agricoles, 27xx : déchets ...);
- les rubriques dont le numéro commence par **3xxx** caractérisent les **activités relevant de la directive sur les émissions industrielles (IED)** (par exemple : 3120 raffinage de pétrole et de gaz, 3532 valorisation de déchets non dangereux, ...);
- les rubriques dont le numéro commence par **4xxx** caractérisent les **substances relevant de la directive Seveso 3** (par exemple : 4719 : acétylène, 4742 : propylamine, ...).

Source : www.georisques.gouv.fr

Textes publics disponibles

Date	Type	Description
29/05/2020	Arrêté préfectoral	APC 2020 EDD
12/12/2019	Arrêté de mise en demeure	APMD 2019
12/12/2019	Arrêté préfectoral	APC 2019
06/09/2016	Information du public (DI Seveso art. 14)	fiche information Seveso

Aperçu des documents ci-dessous

La législation concernant les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) confère à l'Etat des pouvoirs : d'autorisation ou de refus d'autorisation de fonctionnement d'une installation ; de réglementation (par exemple : imposer le respect de certaines dispositions techniques) ; de contrôle ; de sanction.

Son application relève de l'Inspection des installations classées, sous l'autorité des préfets.

L'exploitation d'une installation, sans avoir effectué de déclaration ou d'enregistrement préalable ou obtenu l'autorisation obligatoire, rend l'exploitant passible d'amendes administratives et/ou pénales.

Source : www.georisques.gouv.fr

Dans la rubrique « textes publics disponibles », les documents consultables peuvent être de différentes natures et ils permettent de comprendre les dangers ou l'historique des litiges en cours :

➡ **Fiche d'information à destination du public** : ici, il s'agit d'une fiche requise dans le cadre de la directive européenne Seveso 3 pour l'information du public Directive 2012/18/UE (Article 14, annexe V)

Aperçu d'une fiche « d'information SEVESO seuil haut :



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Fiche d'information
Établissement SEVESO seuil haut
Fiche requise dans le cadre de la directive européenne Seveso 3 pour l'information du public
Directive 2012/18/UE (Article 14, annexe V)

La fiche donne des indications issues de « l'étude de dangers » réalisé par l'exploitant :

- ➔ Nature des dangers et leurs effets potentiels :
- ➔ Résumé des scénarios et des mesures de maîtrise des dangers

Nature des dangers liés aux accidents majeurs et leurs effets potentiels sur la santé humaine et l'environnement :	L'étude de dangers V2 de mai 2012 et le complément de juin 2013 a identifié des scénarii d'accidents majeurs.		
	Risques et produits dangereux	Leurs effets	Leurs conséquences
	Incendie : les liquides inflammables, les matériaux combustibles.	Après inflammation par une source de chaleur, ils peuvent provoquer un incendie, dégageant de la chaleur et des fumées	La chaleur dégagée peut provoquer des brûlures et les fumées peuvent être asphyxiantes si l'on est proche du foyer, voire toxiques.
Emission de gaz toxiques : Un mélange de produits incompatibles. Un produit toxique par épandage.	En cas de mélange de produits incompatibles, un nuage toxique peut se former et se déplacer avec le vent en se diluant dans l'air. Ce nuage peut être plus ou moins visible et odorant.	Les gaz toxiques peuvent entraîner des intoxications, des irritations des yeux ou de la peau, des atteintes aux poumons.	

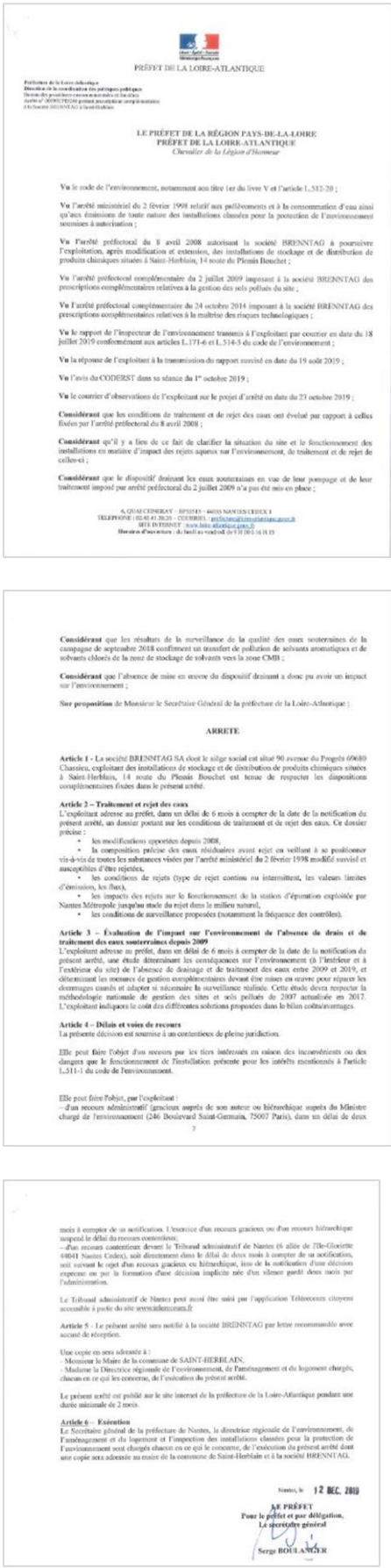
Résumé des principaux types de scénarios et des mesures de maîtrise des dangers permettant d'y faire face :

BRENNTAG a mis en place différentes mesures de maîtrise des risques permettant de maîtriser les risques d'accidents majeurs.

Risques	Mesures de maîtrise
Incendie	<ul style="list-style-type: none"> Détection incendie Matériels de lutte contre l'incendie permettant à l'équipe d'intervention d'intervenir rapidement avant l'arrivée des pompiers. Le local de conditionnement des solvants

➡ **Fiche Arrêté préfectoral** : ici, il s'agit d'un courrier du représentant du préfet adressé à l'exploitant pour demander une étude portant sur les conséquences de l'ABSENCE DE DRAINAGE et de TRAITEMENT des eaux entre 2009 et 2019...

Aperçu de l'arrêté **préfectoral** transmis le 12 décembre 2019 à BRENNTAG SA :



Le document peut fournir des indications précieuses :

➔ **cadre juridique** : « VU... [le code de l'environnement article L.512-20](#) » = le préfet peut prescrire des travaux.

➔ **Des éléments précédents de l'affaire ?**

- En 2008 : modification et extension des installations.
- 2009 : arrêté préfectoral imposant des **prescriptions complémentaires relatives à la gestion des sols pollués**
- 2014 : arrêté préfectoral imposant des **prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise du risque technologique**.
- juillet 2019 : **rapport d'un inspecteur de l'environnement** transmis à l'exploitant.
- + saisie du dossier par l'instance départementale du [CODERST](#) « Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et technologiques »

➔ **Des éléments sur des faits constatés ?**

« conditions de traitement et de rejets des eaux... / clarifier la situation des installations en matière d'impact des rejets aqueux sur l'environnement... / dispositif de traitement imposé par l'arrêté préfectoral de 2009 n'a pas été mis en place / résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines confirment un transfert de pollution de solvants aromatiques et de solvants chlorés ...

➔ **Le contenu de la demande de l'arrêté ?**

« l'exploitant adresse au préfet... un dossier... portant sur les conditions de traitement et de rejets des eaux... + une étude portant sur les conséquences de l'ABSENCE DE DRAINAGE et de TRAITEMENT des eaux entre 2009 et 2019...

➔ **Quel délais et voie de recours ?**

La présente décision... peut faire l'objet d'un recours par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers de fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à [l'article L.511-1 du code de l'environnement](#). Le Tribunal administratif de Nantes peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

➔ **Qui est impliqué et informé ?**

Une copie sera adressée à ... Mr Le Maire de la commune

Ainsi, la lecture de l'arrêté préfectoral indique que l'usine BRENNTAG a réalisé une extension de son site en 2008, et l'année suivante a reçu une demande de travaux relative à la gestion de la pollution des sols, de même qu'en 2014 une demande concernant la gestion du risque technologique. Un rapport de l'inspecteur indique que les travaux n'ont pas été faits, et les résultats de la campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines confirment un transfert de pollution depuis 2008.

➡ **Arrêté de mise en demeure** : ici un courrier signifiant des obligations pour l'exploitant

Aperçu de l'arrêté **de mise en demeure** transmis le 12 décembre 2019 à BRENNTAG SA :

ARRETE	
<p>Article 1 – La société BRENNTAG SA, dont le siège social est situé à CHASSIEU (69680), 90 avenue du Progrès, exploitant des installations de stockage et de distribution de produits chimiques situées à Saint-Herblain (44800), 14 route du Plessis Bouchet, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2008 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2009 dans un délai 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.</p> <p>Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai 7 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.</p> <p>Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p> <p>Article 4 – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.</p> <p>Elle peut faire l'objet d'un recours par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p>	<p><u>Le document indique la demande du préfet :</u></p> <p>➔ respect des obligations de l'arrêté préfectoral transmis en 2008 et en 2009 (c'est-à-dire transmis il y a 10 ans lors du début des pollutions reconnues comme émises par BRENNTAG SA)</p> <p>➔ En cas de non-respect des obligations, des sanctions peuvent avoir lieu contre l'exploitant.</p>
<p>A NOTER :</p> <p>➔ «... Indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, ... » = signifie que la victime peut déclencher la procédure judiciaire par le dépôt de plainte (justice.gouv.fr)</p>	

➡ **Dernier arrêté préfectoral** en date du 29 mai 2020 concernant l'affaire BRENNTAG

Résumé des informations indiqués dans le document :

<p>➔ Article 2 : l'article 1.2.1 de l'arrêté de 2008 et l'article 4.1 de l'arrêté de 2014 sont remplacés</p> <p>➔ Article 3 : « Il est donné à la société BRENNTAG du réexamen quinquennal de son étude de dangers [...] la prochaine notice de réexamen est à transmettre avant le 29 octobre 2024.</p> <p>L'exploitant procède dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté (NB : 29 mai 2020), à une mise à jour de son étude de danger de 2013, intégrant les modifications apportées au site et analysées dans le cadre du réexamen de cette étude de dangers.</p> <p>➔ Articles 4 – Mesures de maîtrise des risques complémentaires et maîtrise de l'urbanisation : Voir annexe confidentielle.</p>

➡ Que retenir de l'analyse de la fiche descriptive de l'établissement BRENNTAG ?

➔ Les **textes publics disponibles** nous indique que :

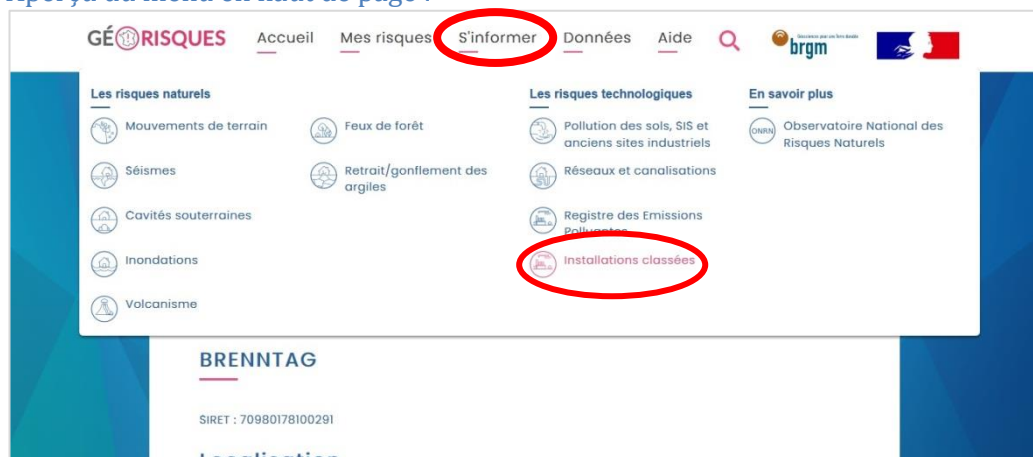
- **L'étude de danger** réalisée par l'exploitant en mai 2012, et complétée en Juin 2013, a identifié des scenarii d'accidents majeurs tel que : incendies, nuage toxique plus ou moins visible et odorant...
- **L'arrêté préfectoral de 2019** indique que depuis 2008 (date d'extension des installations), le dispositif de traitement de rejet des eaux n'a pas été mis en place et les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines confirment un transfert de pollution de solvants.
- **L'arrêté de mise en demeure** souligne que des poursuites pénales peuvent être engagées par des tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers de fonctionnement de l'installation au titre du code de l'environnement.
- **L'arrêté préfectoral de 2020** donne des indications sur les types de produits toxique (hexamine naphtalène, soude de potasse 300 tonnes... ainsi qu'un certain nombre de produits non mentionnés car « *information sensible-non communicable au public* » dont les quantités sont supérieures à 10, 50 et parfois 100 tonnes de type « toxicité aiguë catégorie 3 ». De plus, l'exploitant doit mettre à jour son étude de danger de 2013 dans un délai de 6 mois à compter du 29 mai 2020.

➔ La **situation administrative** nous indique :

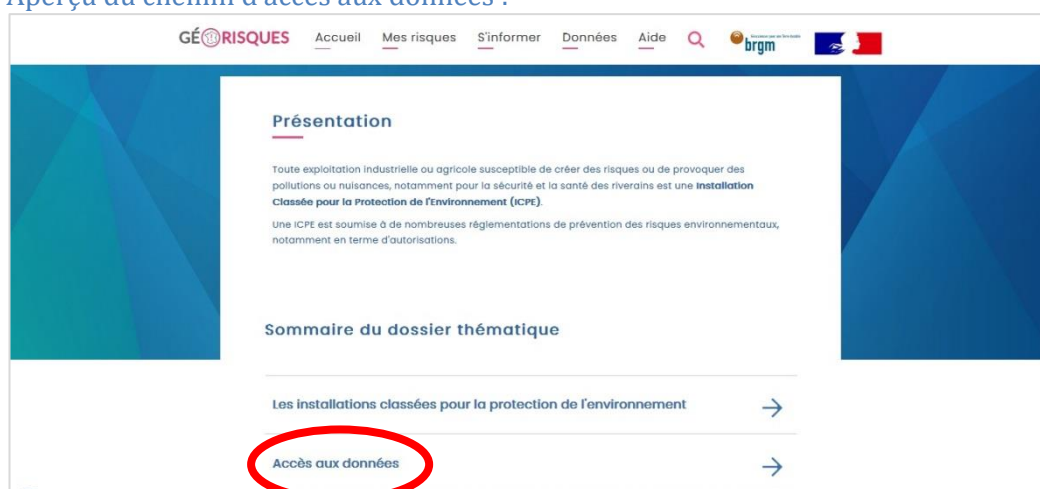
- Grâce à la nomenclature IC, les catégories de produits chimiques sont indiquées.

Rechercher des sites industriels par leur nomenclature ?

Aperçu du menu en haut de page :



Aperçu du chemin d'accès aux données :



Aperçu du chemin d'accès aux données :

The screenshot shows the 'Base des installations classées' search form. It includes a description of the database and a search criteria section. The search criteria section has the following fields: 'Nom de l'établissement', 'Territoire' (with sub-fields for 'Sélectionner une région', 'Sélectionner un département', and 'Sélectionner une commune'), 'Activité principale' (with a dropdown for 'Sélectionner une activité principale'), 'Rubrique nomenclature IC' (with a dropdown for 'Toutes nomenclatures'), 'Régime en vigueur de l'établissement' (with a dropdown for 'Sélectionner un régime'), 'Statut SEVESO' (with a dropdown for 'Sélectionner un statut'), 'Priorité nationale' (checkbox), 'IEC-MTD' (checkbox), and 'Déclaration annuelle émission' (checkbox). At the bottom, there are 'Valider' and 'Réinitialiser' buttons.

1) Remplir les informations sur l'étendue de la zone de recherche

2) Cliquer sur **Ajouter** une nomenclature



3) Cliquer sur **valider** pour afficher la liste des établissements.

Rubrique nomenclature IC : il s'agit d'une **nomenclature** qui soumet les établissements industriels à un **régime de classement** adapté à l'importance des risques ou des inconvénients qu'ils peuvent engendrer.

Exemple :

→ **4331 - Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3** = signifie qu'on est en présence d'un stockage de quantité importante de liquides inflammables, comme l'établissement « Lubrizol » avant son incendie.

→ **1510 - Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts** = tel que l'établissement « Normandie Logistique », voisin de « Lubrizol » avant son incendie.

→ **4702- Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium** = tel que le stockage (2700 tonnes) qui est à l'origine de l'explosion du Port de Beyrouth en Aout 2020.

NB : Concernant le stockage de Nitrate d'Ammonium, celui-ci est répertorié dans Géorisques dans les cas suivants : à partir de 500 tonnes, il est soumis à enregistrement ; à partir de 1250 Tonnes il est soumis à autorisation. Lorsque les quantités stockées sont comprises entre 250 et 500 tonnes, l'établissement est soumis uniquement à déclaration (donc non contrôlé), et si la quantité est inférieure à 250 Tonnes, il n'est pas nécessaire de le déclarer.